

Voici ce que dit Hugh **GIBSON**, premier secrétaire de la Légation américaine à Bruxelles, dans ***La Belgique pendant la guerre*** (*journal d'un diplomate américain*) en date du

21 août 1914

Aujourd'hui comme hier, nous sommes sans communications avec le reste du monde. Le général avait promis au ministre que nos télégrammes seraient expédiés sans difficultés, qu'ils fussent rédigés en clair ou en chiffres, mais, lorsqu'il s'est agi d'exécuter la promesse, ce fut une bien autre histoire.

Ce matin donc, je m'étais mis à la recherche d'un bureau de télégraphe ouvert. Tous étaient fermés. A dix heures, très curieux de savoir ce qu'il en était au juste, je me rendis à l'hôtel de ville chez le général. Il n'y était pas. Je ne trouvai qu'un des échevins qui voulut bien rédiger un méticuleux memorandum pour être remis au général par l'intermédiaire du bourgmestre. Par la même occasion, je demandai des laissez-passer pour moi et pour tout le personnel de la légation.

L'heure du déjeuner vint sans que le général von Jarotzky se fût montré ; je retournai donc une fois de plus à l'hôtel de ville, mes poches pleines de télégrammes. Que cette Grand'Place a pris un aspect triste ! La place est presque déserte. A l'extrémité Sud, les Allemands ont parké

quelques canons ; au centre, ils ont mis les cuisines de campagne. Jusque dans cette cour de l'hôtel de ville qui a vu la réception de tant de souverains, il y a maintenant des chevaux de selle et de ronflantes automobiles. Une pile d'uniformes de gardes civiques est jetée dans un coin comme pour une vente à l'encan. Partout des bouteilles de bière. Et la superbe salle gothique, ornée des drapeaux séculaires, est devenue le dortoir d'une centaine d'officiers qui n'ont pas trouvé à se loger dans les hôtels voisins.

L'ordre admirable et systématique que nous avons tant admiré hier ne règne pas ici. A chaque porte une sentinelle vous pointe sa baïonnette vers la poitrine, mais elle accepte toute explication et vous finissez par monter directement jusqu'à l'étage où le général a installé son bureau. Là, la confusion était extrême. Les officiers d'état-major étaient trop nombreux et le vieux bonhomme les avait si bien terrorisés qu'ils n'osaient pas exprimer une opinion ni même lui demander un avis. Le général est un petit homme rondelet qui peut avoir dans les cinquante-cinq ans. Sa face est rouge-feu lorsqu'elle n'est pas pourpre, et ses colères feraient trembler l'Olympe. Les gens apeurés qui venaient demander des laissez-passer arrivaient facilement jusqu'à son bureau ; mais, là, personne n'était chargé de les répartir entre les différents services de l'administration civile. Les officiers d'ordonnance n'aidaient en rien le travail de leur

chef, et n'écartaient pas de lui les quémandeurs. Ceux-ci abordaient le général, un papier à la main, pour implorer son visa d'une voix tremblante. Lui les repoussait avec un grognement :

« *Bas bossible ; keine Zeit ; laissez-moi dranquille, nom de D... !* »

Cet homme baragouinait les langues avec une étonnante facilité et ses colères avaient le même éclat dans tous ses jargons. Souvent les demandes n'étaient réellement pas acceptables, mais il suffisait que le général eût donné le motif de refus pour qu'on se mît à le discuter. Un homme, par exemple, veut un permis pour Namur ; le général répond que la présence des troupes allemandes dans la région rend les communications impossibles. Mais l'homme insiste; sa femme, ses enfants, ses affaires ou toute autre bonne raison exigent que..., etc., etc. Alors, le général s'échauffe, devient cramoisi et sa colère éclate. Il se lève, marche sur son interlocuteur, en gesticulant, et lui hurle de f... le camp. Puis il met tout le monde dehors, et reproche durement à ses officiers d'avoir laissé entrer cette foule. Il se rassoit alors, mais toute la comédie recommencera un peu plus tard. Moi, durant deux heures je n'ai fait qu'entrer et sortir. Lui n'a pas fourni cinq minutes de travail continu. Si cela n'avait pas été pour ces pauvres gens terrorisés et dans des circonstances si poignantes, la scène eût été extrêmement drôle et

j'y aurais assisté indéfiniment.

J'ai eu mon compte de désagréments avec le général. J'avais demandé à l'un de ses officiers de s'occuper de l'expédition de mes télégrammes. Il les avait pris et emportés dans la pièce voisine, mais pour revenir bientôt me dire, d'un air grave et en faisant claquer ses talons, que les communications télégraphiques étaient coupées. Comme cette réponse ne me satisfaisait pas, j'ai prié mon bel ami de retourner chez le général. Cette fois, il revint, la figure très rouge ; il estampilla mes télégrammes et me les remit en me disant de les emporter.

« Mais où voulez-vous que je les emporte, puisque les bureaux sont fermés ? »

Il retourna chercher la réponse :

« Le bureau central prend les télégrammes d'État. »

J'y cours immédiatement en auto. Mais le bureau central est fermé de tous côtés et la sentinelle allemande, en faction devant la porte, me donne sa parole d'honneur qu'il est inutile d'insister.

Donc, nouvelle séance à l'hôtel de ville. L'officier de tout à l'heure a disparu, mais je mets la main sur un autre.

« Veuillez – lui dis-je – vous adresser vous-même au général. »

Il y va. De loin j'observais le général et le voyais terroriser son monde. L'officier revient, avec

un gracieux sourire, dire que l'expédition des télégrammes est devenue impossible et que le mieux est d'envoyer un courrier en Hollande.

« Je ne peux pas accepter cette réponse-là ; allez m'en demander une autre. »

Et il revient avec la bonne nouvelle que voici :

« Le bureau du télégraphe fonctionne et vient de recevoir l'ordre de transmettre immédiatement vos câblogrammes. »

Serait-ce vrai? Je n'en crois rien, mais je vais voir. Le bureau est bel et bien fermé, et la sentinelle répète qu'il n'y a personne à l'intérieur.

Cependant cela devient monotone. Je change de ton. Au premier officier que je trouve à l'hôtel de ville, je dis que j'en ai assez : il me faut un renseignement exact et je n'entends plus faire rapport à mon chef d'une nouvelle démarche inutile. L'officier part précipitamment, et le général apparaît en personne. Il écume :

« A qui ce tas de dépêches ? »

Je répons :

« A moi ».

Alors, d'une voix de tonnerre, il déclare que ces rapports sont faux et qu'il les fera corriger. Je n'ai pas le temps de rassembler assez de souffle pour protester, qu'il a disparu dans la pièce voisine en claquant la porte sur lui. Je me retourne vers l'aide de camp :

« Il me faut ces télégrammes immédiatement. »

Il revient me dire qu'ils seront expédiés une

fois les rectifications faites.

« Sous aucun prétexte – lui dis-je –, vous ne pouvez envoyer, sous la signature du ministre, un seul mot qu'il n'ait écrit lui-même. »

Comme il ne me rapportait pas mes textes, j'allais entrer moi-même dans la pièce quand je me cogne au général qui en sort, les papiers à la main. Il les jette sur la table et commence à dicter des corrections à un jeune officier. Je m'oppose énergiquement à un tel procédé ; le général peut donner son appréciation sur ce qu'il estime être une erreur, mais il n'a pas le droit de changer une lettre à un télégramme d'État. A ce moment on le fait demander dans le cabinet du bourgmestre. Il se lève d'un bond en lâchant une bordée de jurons à rendre jaloux un piqueur de boeufs de l'Arizona. Le jeune officier alors se met tranquillement à raturer le télégramme. Je le lui arrache des mains et le préviens que je ferai un rapport à mon chef sur tout ce qui s'est passé. Il a beau me supplier d'attendre le retour du général – à quoi bon attendre encore ? – je n'en fais rien, et je pars digne et froid. Parmi ces câblogrammes, il en est qui sont dans l'intérêt même des Allemands, aussi ai-je pris soin de dire au petit jeune homme que si nous étions disposés à offrir notre entremise à ses compatriotes dans une mesure raisonnable, et avions déjà fait pour eux beaucoup plus que ne l'exigeait le devoir strict, nous nous abstiendrions de toute nouvelle démarche en leur faveur aussi

longtemps que des dispositions n'auraient pas été prises pour la transmission de nos communications officielles. Jusque-là, leurs câblogrammes ne bougeront plus de ma table.

A la légation m'attendaient les ministres de la République Argentine (**Note** : Alberto BLANCAS) et du Brésil et le chargé d'affaires du Mexique, curieux tous trois du résultat de mes démarches. Comme j'étais encore un peu énervé, je leur en fis le récit sans rien atténuer. Mais déjà m'apparaissait le côté comique de la situation ; eux la trouvaient mauvaise et s'en allèrent furieux.

Le texte de nos télégrammes avait été présenté au général rédigé en langage clair. Par curiosité, nous avons chiffré ce même texte et l'avons renvoyé au général avec une demande écrite de transmission immédiate à Washington.

Le ministre d'Espagne (**Note** : Villalobar) n'a pas reçu de réponse à ses télégrammes officiels d'hier ; tout simplement, ils n'auront pas été transmis, aussi compte-t-il endosser son uniforme demain et faire solennellement une visite officielle à von Jarotzky.

Les journalistes nous ont donné un récit assez divertissant de leur interview avec le général. Il leur avait parlé des prétendues atrocités allemandes.

- *Pouvons-nous en faire l'objet d'un article pour nos journaux ?*
- *Mais certainement.*
- *Les lirez-vous avant de les approuver.*

- *Bien entendu !*

Alors ils se mettent à écrire. Ils vantent l'ordre qui a présidé à l'entrée des Allemands à Bruxelles, la belle apparence de l'armée, la prestance des hommes et le calme qui n'a cessé de régner dans la ville. Leur rédaction faite, ils la montrent au général. Lui la lit attentivement et en témoigne toute sa satisfaction. Il appose ensuite son visa et rend à chacun son texte avec l'autorisation de le transmettre. Mais les journalistes s'aventurent à demander comment se fera la transmission.

« *Oh ! – dit le général –, vous pouvez envoyer un courrier soit en Hollande, soit en Allemagne, et vous câblerez de là. »*

Sur ce, il se lève, salue gracieusement et les laisse tous si abasourdis qu'il a disparu sans leur donner le temps de prononcer un mot.

Le général von Arnim, commandant l'armée qui passe par Bruxelles, a fait afficher la proclamation suivante :

PROCLAMATION.

Bruxelles, le 20 août 1914.

Des troupes allemandes traverseront Bruxelles aujourd'hui et les jours suivants, et sont forcées par les circonstances de réclamer à la ville la prestation de logements, de nourriture et de fournitures. Toutes ces prestations seront réglées régulièrement par l'intermédiaire des autorités communales.

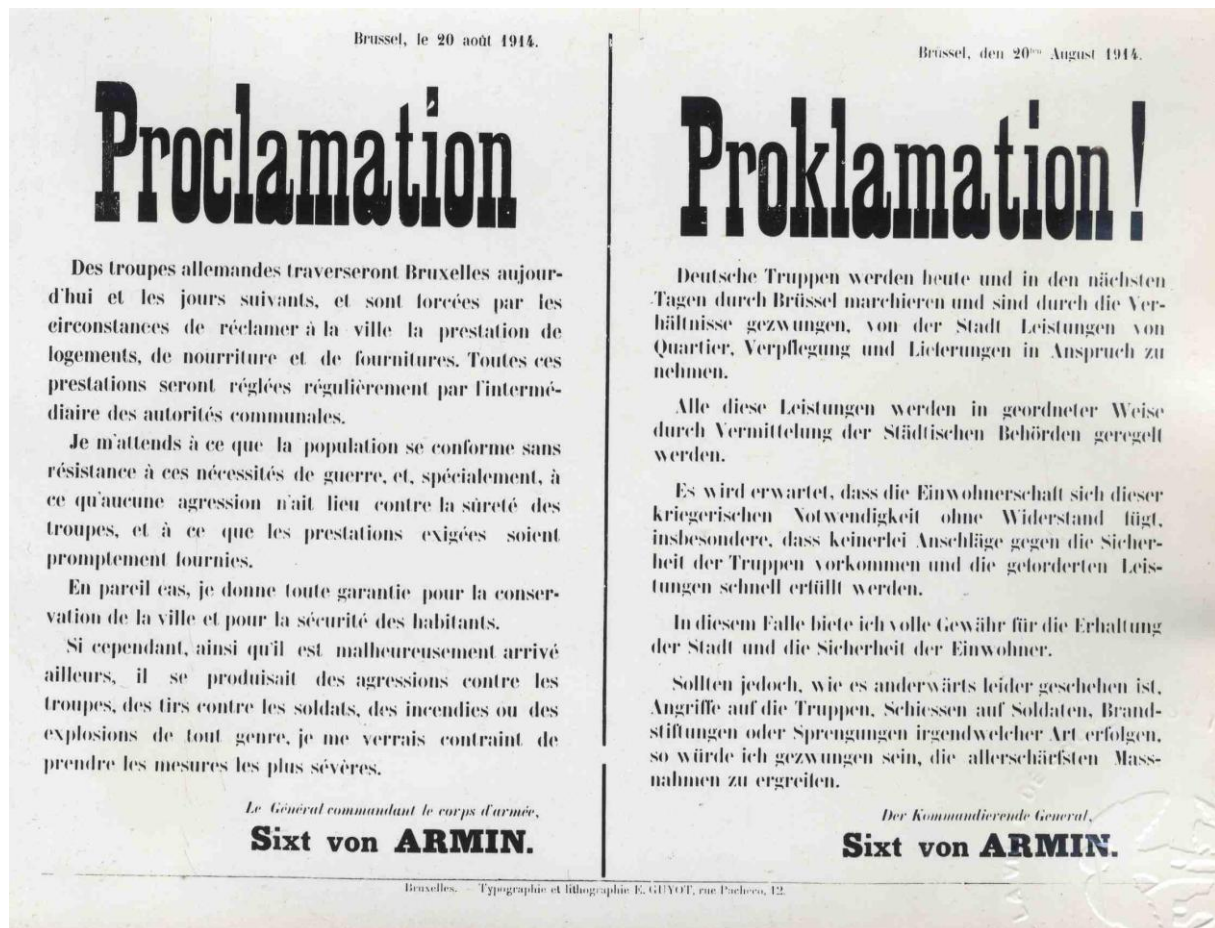
Je m'attends à ce que la population se conforme sans résistance à ces nécessités de guerre et, spécialement, à ce qu'aucune agression n'ait lieu contre

la sûreté des troupes, et à ce que les prestations exigées soient promptement fournies.

En pareil cas, je donne toute garantie pour la conservation de la ville et pour la sécurité des habitants.

Si cependant, ainsi qu'il est malheureusement arrivé ailleurs, il se produisait des agressions contre les troupes, des tirs contre les soldats, des incendies ou des explosions de tout genre, je me verrais contraint de prendre les mesures les plus sévères.

Le général commandant le corps d'armée,
SIXT VON ARNIM.



Les taxes et les réquisitions imposées à la ville et à la province sont très élevées. Bruxelles a trois jours pour remettre aux Allemands cinquante millions en billets ou en numéraire et une énorme quantité d'approvisionnements de toutes espèces.

Si la ville ne remet pas intégralement le montant fixé, elle paiera en argent deux fois la valeur manquante. La province du Brabant doit verser quatre cent cinquante millions de francs le 1^{er} du mois prochain. Si vous considérez que le total de l'indemnité de guerre imposée à la France en 1870 était de cinq milliards, vous vous rendrez compte de ce qu'il y a d'exorbitant à obliger une petite province de payer une somme équivalente au dixième de l'indemnité imposée à toute la France. Comment elle y parviendra me paraît un problème insoluble. Si elle n'y parvient pas, j'ignore le traitement qu'on lui infligera, mais je m'attends à ce qu'il soit passablement sévère.

Cet après-midi les Allemands sont entrés dans l'immeuble des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères pour y fouiller les archives. Il est probable que le Gouvernement aura pu emporter à Anvers les documents de quelque intérêt. Les hauts fonctionnaires demeurés ici ont été contraints d'assister aux recherches – humiliation superflue.

Notes de Bernard GOORDEN.

Vous trouverez la version originelle anglophone, pour cette date du 21 août 1914, extraite de ***A journal from our Legation in Belgium*** (1917), notamment au lien suivant :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140821%20HUGH%20GIBSON%20JOURNAL%20FROM%20>

[OUR%20LEGATION%20IN%20BELGIUM.pdf](#)

Découvrez la version française des *mémoires* de Brand **WHITLOCK**, traduite à partir de *Belgium under the German Occupation: A Personal Narrative*, en l'occurrence *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*. Pour les liens des 59 chapitres relatifs à **1914** :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20LIENS%20INTERNET%201914%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Recoupez ces informations par celles d'Auguste **VIERSET** (1864-1960), secrétaire puis chef de cabinet d'Adolphe MAX, de 1911 à 1939 (année de la mort du bourgmestre, encore en fonction), lui a consacré une biographie : *Adolphe MAX*. La première édition, de 1923, comportait 46 pages. C'est de la deuxième édition, de 1934 (comportant 226 pages), que nous avons extrait le chapitre « *Sous l'occupation allemande* » (pages 29-71) :

<http://www.idesetautres.be/upload/VIERSET%20ADOLPHE%20MAX%20SOUS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Il fut l'*informateur* du journaliste argentin Roberto J. **Payró** (1867-1928) pour sa série d'articles, traduits en français par nos soins :

« *Un ciudadano ; el burgomaestre Max (1-5)* » ; in ***La Nación*** ; 29/01-02/02/1915 :

pour le début de l'évocation relative à août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140817%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 18 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140818%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 19 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140819%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 20-23 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140820%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 24-27 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140824%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 28 août / 2 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140828%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 16-27 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140916%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

Découvrez aussi l'article de synthèse de Roberto J. **Payró**, en l'occurrence la version française de « *La Guerra vista desde Bruselas* ;

diario de un testigo ; **neutralidad de Bélgica** (20-25) » ; in **La Nación** ; 07-12/12/1914 :

<http://idesetautres.be/upload/191412%20PAYRO%20NEUTRALIDAD%20BELGICA%20FR.pdf>

Ainsi que ce qu'en dit Roberto J. **Payró**, notamment dans « *La Guerra vista desde Bruselas ; diario de un incomunicado* » in **La Nación** :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140821%20PAYRO%20DIARIO%20DE%20UN%20INCOMUNICADO%20FR.pdf>

<https://www.idesetautres.be/upload/19140821-25%20PAYRO%20PRISE%20DE%20NAMUR%20FORTERESSES%20BELGES.pdf>

<https://www.idesetautres.be/upload/19140821%20PAYRO%20DINANT%20FR%20DOS%20REPRESENTANTES%20ARGENTINOS%20MUERTOS%20EN%20LA%20GUERRA.pdf>

“*L'action du docteur **Blancas***” (en Belgique, pendant la première guerre mondiale) a été publié par Roberto Jorge PAYRO dans le journal **La Nación**, de Buenos Aires, le 17 février 1919.